

Le Journal inattendu: Jean Monnet (RTL, 22 janvier 1972)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Le journal inattendu avec Jean Monnet- Bruxelles: RTL [Prod.], 22 janvier 1972. RTL, Paris. - (15:56, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_journal_inattendu_jean_monnet_rtl_22_janvier_1972-fr-9b78abba-050c-4f7c-bbee-4ef2741fa9bc.html

Date de dernière mise à jour: 21/10/2012

Le Journal inattendu: Jean Monnet (RTL, 22 janvier 1972)

[Présentateur] Je vous rappelle notre principale information de la journée : c'est le jour J pour l'Europe. Voici notre document : Jean Monnet répond aux questions de Jacques Chapus, Henri Marque et Claude Bonjean.

[Journaliste] Jean Monnet est à Bruxelles, Edward Heath l'a invité. Le Premier ministre britannique sait trop ce qu'il doit à Jean Monnet. Et à la vérité, l'Europe toute entière a une dette à l'égard de Jean Monnet. Il n'a pas été sans doute le premier à songer au rassemblement des Etats européens, mais il a été, à coup sûr, le premier à s'attacher à son organisation. Jean Monnet, c'est une obstination au service d'une conviction. Sans bruit, en agissant sur les hommes au pouvoir, il parvient à créer la Communauté Charbon-Acier. Il en assure la présidence, mais il l'abandonne assez vite pour reprendre son travail en coulisse. Ce travail s'exerce, et s'exerce toujours d'ailleurs, à travers le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe. Il y faut de l'acharnement. Le Général De Gaulle moque les prétentions de Jean Monnet à doter l'Europe d'un gouvernement et par deux véto, en '63 et en '67, il bloque la candidature britannique que soutenait son adversaire. Mais au bout du compte, c'est Jean Monnet qui aura vu juste. Et pour cet homme de 83 ans, effacé, discret jusque dans son apparence physique, cette cérémonie justifie le combat d'une vie. A cette heure même, il déjeune en compagnie de Monsieur Heath. « C'est Monsieur Heath, le conservateur » nous a-t-il dit avant de partir pour Bruxelles, « mais ça aurait pu être tout aussi bien un travailliste. La réalisation de l'Europe ne tient pas seulement aux hommes ».

[Jean Monnet] Je suis convaincu que quelque soit l'Anglais au pouvoir, qu'il soit conservateur ou Labour, il aurait entraîné l'Angleterre dans la voie de l'union avec l'Europe.

[Journaliste] Ca aurait pu être Monsieur Wilson, le travailliste, le prédécesseur de Monsieur Heath ?

[Jean Monnet] Je le crois. Les luttes qui se passent en ce moment-ci en Angleterre, au Parlement britannique, sont des luttes internes qui, à mon avis, ne touchent pas le point fondamental qui est de savoir : est-ce que l'Angleterre fait partie ou non de l'union européenne ?

[Journaliste] Vous dites que ce n'est pas une question d'homme, que ce n'est pas une question de Monsieur Heath ou de Monsieur Wilson. Pourtant, en France, à l'époque du Général de Gaulle, on ne concevait pas l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun alors que Georges Pompidou a tout rendu possible.

[Jean Monnet] C'est vrai. Je crois que Monsieur Pompidou s'est rendu compte que la création de l'Europe était nécessaire et pour lui donner la dimension nécessaire, il fallait la participation de l'Angleterre.

[Journaliste] Quel est l'événement qui a fait qu'il s'en est rendu compte ?

[Jean Monnet] Je crois que lorsque Monsieur Pompidou a été à La Haye, il a vu là l'attitude allemande.

[Journaliste] La Haye, c'était la réunion des grands responsables des pays européens. Et il a vu là, dites-vous ?

[Jean Monnet] Il a vu là une unanimité des membres, des présidents du Conseil qui étaient présents et surtout l'attitude de Monsieur Brandt. Mais je pense que indépendamment de toutes ces raisons, il y a une raison fondamentale chez Monsieur Pompidou, c'est qu'il s'est rendu compte que les problèmes français, économiques ou autres, ne peuvent pas être réglés dans le cadre français seul.

[Journaliste] S'il ne s'agit pas à proprement parler d'un événement, mais d'un ensemble de circonstances, ces circonstances existaient autour du Général de Gaulle.

[Jean Monnet] Mais vous savez, un événement passe : on le voit ou on ne le voit pas. Je crois que le Général de Gaulle... En tout cas Monsieur Pompidou le voit. Pourquoi le Général de Gaulle a-t-il donné ces veto à l'Angleterre ? Il a donné des raisons, longuement, mais je ne sais pas pourquoi. Ou plutôt, je crois que le

Général de Gaulle avait une difficulté naturelle – que la nature avait créée en lui – qui était celle de déléguer. Or, vous ne pouvez pas créer l'Europe, c'est-à-dire l'union des peuples d'Europe, sans une certaine délégation. Et délégation pour le Général de Gaulle n'était pas possible. Ce n'est pas qu'il ne voyait pas la nécessité, mais je crois que sa nature même l'empêchait de déléguer une partie de soi-même.

[Journaliste] Et en même temps qu'on assistait à une évolution en France, une évolution vers l'Europe, également chez les dirigeants politiques, on a eu l'impression qu'en Angleterre, on assistait à un mouvement inverse. C'est-à-dire que, tandis que les hommes politiques essayaient eux-aussi de se rapprocher de l'Europe, la nation, elle, faisait marche arrière. Si, par exemple, on avait fait un référendum en Angleterre sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, est-ce que vous pensez que ce référendum aurait été positif ?

[Jean Monnet] J'ai suivi cette affaire de très près et il n'y a pas de doute à mes yeux que les Anglais, la nation anglaise comme vous dites, ait été blessée par le refus du Général de Gaulle. Pas le premier, mais la répétition de ce refus. Alors, ils ont eu l'impression qu'on ne voulait pas d'eux. Ils ont été humiliés, il n'y a pas de doute. Par conséquent, sous le coup de ce sentiment, ils ont été soupçonneux de ce que pourraient être les décisions des pays européens à leur égard. Mais vous savez, quand vous demandez à un Anglais : « est-ce que vous croyez qu'on doit entrer dans le Marché commun ? », il vous répond : « non ». Et quand vous lui demandez : « est-ce que vous croyez que l'Angleterre rentrera dans le Marché commun ? », il répond : « oui ». Vous retrouvez chez les Anglais ce que je vous ai dit je crois : les Anglais respectent les faits. L'Angleterre demande à faire partie du Marché commun parce que nous avons réussi. Le peuple anglais sera favorable et appuiera le Marché commun quand le gouvernement aura signé le traité, ce qu'il est en train de faire.

[Journaliste] Il y a tout de même une chose étrange. Vous avez dit que le Général de Gaulle avait refusé l'entrée de l'Angleterre parce qu'il lui était difficile, par nature, de déléguer ses pouvoirs. Or, il est écrit, il est dit fréquemment, que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun consacre l'Europe des patries, c'est-à-dire l'idée du Général de Gaulle, qui fait qu'il n'y a pas délégation de pouvoir.

[Jean Monnet] Je ne le crois pas. Je crois que les Anglais voudront que les choses marchent. Or, elles ne peuvent pas marcher. On ne peut pas construire une organisation européenne sans une certaine délégation, pas de tous les pouvoirs, mais sur certains d'eux.

[Journaliste] Nous avons connu, il y a quelques années, une Angleterre qui refusait d'entrer dans la Communauté Charbon-Acier et nous voyons aujourd'hui une Angleterre qui accepte, bon gré mal gré, l'entrée dans le Marché commun. Est-ce que c'est nous qui avons changé? Est-ce que c'est l'Angleterre qui a changé ?

[Jean Monnet] L'Angleterre en 1950, quatre ans après la guerre, croyait encore – elle avait l'illusion à mon avis – qu'elle pouvait régler ses problèmes toute seule. Il faut vous mettre bien dans la situation dans laquelle nous nous trouvions en 1950 : une Angleterre qui pendant des siècles a été la police du monde et dont la politique étrangère s'imposait au monde entier, d'une part – et pendant la guerre cette intimité entre Churchill et Roosevelt – et d'autre part, l'effort que les Anglais eux-mêmes ont fait, le peuple, pour participer à la victoire. Tandis que nous, en France, en Allemagne, nous avons connu la défaite. C'est entendu, la France s'est relevée, mais enfin, cinq ans après la guerre... Les Français avaient connu la défaite, ils avaient connu l'humiliation de l'Occupation. La reconstruction allemande était beaucoup plus considérable que la reconstruction qu'on devait faire en Angleterre. Alors, cette différence, ces conditions, nécessairement, entraînaient une différence entre l'Angleterre et nous. Ce que nous voulions faire, c'était construire l'Europe, mais l'Angleterre, à cette époque, pensait qu'elle n'avait pas besoin de l'Europe, qu'elle pouvait elle-même résoudre ses problèmes. J'étais convaincu du contraire, quel que soit le pays d'Europe. Elle n'a pas les dimensions, elle n'a pas la force, elle n'a pas les ressources nécessaires pour régler ses problèmes. Il faut étendre ses frontières. L'Europe est indispensable, mais l'Angleterre ne le voyait pas.

[Journaliste] Et quand a-t-elle commencé à s'en rendre compte ?

[Jean Monnet] Les événements se sont développés. L'Empire britannique s'est graduellement défait. L'Amérique poursuivait ce qu'elle pensait être la défense des intérêts, pas américains seulement, mais les intérêts de liberté dans le monde - à tort ou à raison, mais c'est comme ça qu'ils le pensaient - et naturellement, ils se détachaient, dans une certaine mesure, de l'Angleterre qui était graduellement réduite à ses propres forces. Ils se sont rendus compte au cours de ces années. Vous me posez des questions : quelle différence il y a ? Une différence fondamentale: l'illusion avait disparue.

[Journaliste] Nous voyons bien les intérêts de la Grande-Bretagne, particulièrement les intérêts économiques qu'elle a d'entrer dans le Marché commun, et c'est probablement la prise en considération, peut-être même égoïste, de ces intérêts qui a fini par la décider. Mais quel va être pour nous, pour l'Europe, l'apport original de la Grande-Bretagne au Marché commun ? Quelle va être sa valeur ajoutée ?

[Jean Monnet] D'abord, l'apport de la Grande-Bretagne, son accession au Marché commun et à l'organisation matérielle de l'Europe, va amener l'Europe entière à représenter environ 250 millions de consommateurs. Vous vous rendez bien compte qu'un industriel qui a 50 millions de consommateurs, comme c'était le cas pour nous avant la création de l'organisation européenne, est autre chose qu'un industriel qui a devant lui 250 millions de consommateurs. Je pense aussi que l'influence des syndicats ouvriers sera plus grande dans une organisation européenne que dans une organisation nationale. C'est un premier point. Je pense, en outre, que dans ce monde, il est nécessaire que l'Amérique ait en face d'elle une force avec laquelle elle traite, pas comme un élément supérieur, mais comme élément d'égalité. Je suis convaincu qu'un des éléments de la paix du monde, c'est qu'il se crée de grandes unités dans le monde qui traitent à égalité les unes avec les autres. Si l'Europe s'unit, à condition qu'elle ne veuille pas naturellement dominer car justement, l'objet de toute cette entreprise européenne c'est d'éliminer l'esprit de domination qui a été le malheur du monde, si, par conséquent, nous ne voulons pas dominer, mais nous entendre, on s'entendra parce que l'Amérique... le changement est dans leur nature.

[Journaliste] Vous parlez, Monsieur Monnet, d'Europe unie, vous voulez dire d'Europe unie politiquement également et vous avez été le premier à parler de l'Europe, à essayer de constituer l'Europe et à prévoir l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Et les faits vous donnent raison alors qu'à l'époque on vous traitait peut-être de rêveur. Je voudrais savoir, aujourd'hui, si vous êtes convaincu que l'Europe sera un jour unie politiquement, c'est à dire qu'elle aura un gouvernement ?

[Jean Monnet] Après la guerre, en '50, se sont posés des problèmes matériels. Après le charbon et l'acier a suivi le Marché commun et maintenant, l'Angleterre rentre dans cette union européenne. Ce que vous voyez, c'est un développement successif, une adaptation des conditions nationales aux nécessités générales européennes. Je crois qu'il faut un gouvernement à la fin.

[Journaliste] Vous parliez tout à l'heure de l'attitude américaine. Qu'elle va être pensez-vous l'attitude soviétique à l'égard de cette nouvelle Europe ?

[Jean Monnet] Je la connais l'attitude soviétique. Ils le disent, ils ne s'en cachent pas : ils sont contre. Ils n'ont pas reconnu le Marché commun. L'Amérique etc. ont reconnu le Marché commun, la preuve c'est qu'ils sont en négociation. Mais la Russie n'a pas voulu reconnaître le Marché commun ni l'organisation européenne. Ils sont contre l'union européenne.

[Journaliste] Mais comme ils taisent leurs critiques aujourd'hui, on peut penser qu'ils l'ont admis.

[Jean Monnet] Ils l'admettront si vous le faites, comme tout le monde. Si l'Europe se fait, ils l'accepteront, mais tant qu'elle ne se fait pas, ils sont contre.

[Journaliste] De Gaulle, lui, disait que l'Europe allait de l'Atlantique à l'Oural. C'est votre conception aussi ?

[Jean Monnet] Pas du tout. L'Europe doit être composée de pays dont le régime est basé sur la liberté. Les pays qui ne sont pas basés sur la liberté ne peuvent pas faire partie de la Communauté européenne. Je ne dis

pas qu'on ne traite pas avec eux, on traitera avec eux, mais faire partie de la Communauté européenne nécessite des gouvernements établis sur la base de la liberté.

[Journaliste] Ca m'amène à vous poser une question à ce sujet. Vous pensez qu'il ne peut y avoir de communauté économique qu'à la condition qu'il y ait identité de régime économique ? Qu'est ce qui se passerait alors si la France était gouvernée par un gouvernement socialiste au moment où l'on voit que les socialistes préconisent un programme d'étatisation et de collectivisation de l'économie ?

[Jean Monnet] On verra à ce moment-là, je n'en sais rien. J'ai de la peine à répondre à des questions hypothétiques. Le jour où on sera en face, peut-être qu'une concession de l'un, une concession de l'autre, permettra une solution.

[Journaliste] Vous étiez au départ du Marché commun et puis voici qu'aujourd'hui l'Angleterre entre dans le Marché commun. Pourquoi entre-t-elle ? Vous l'avez dit au cours de ce débat : elle entre parce que le Marché commun a réussi. Si bien que cette journée signifie deux choses pour vous. D'une part, c'est que vous aviez raison en croyant à l'Europe et d'autre part, vous aviez raison en croyant à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. C'était tout de même une sacré aventure que de croire à l'Europe et je voudrais vous demander quelle leçon vous tirez des événements qui ont marqué ces douze années ? Quelle leçon personnelle ?

[Jean Monnet] Continuer. Continuer avec ce que je fais, il n'y pas d'autre solution.

[Journaliste] Vous n'aimez pas être mis en avant, pourquoi ?

[Jean Monnet] Parce que ça handicape ma faculté d'action. Je n'aime pas beaucoup raconter ces histoires, mais puisque vous me posez la question... Si je cherche que le projecteur de lumière soit sur moi, il y a des gens qui seront jaloux. Je veux continuer à travailler comme je le fais aujourd'hui, c'est-à-dire essayer de convaincre les Européens ou ceux qui détiennent le pouvoir. Ce que je poursuis n'est pas une action de propagande, c'est une action : convaincre ceux qui détiennent le pouvoir que l'Europe est la seule solution pour eux, pour nos problèmes. Ca n'a pas si mal marché jusqu'à présent, pourquoi voulez-vous que je change ?

[Journaliste] On a jamais vu votre nom sur une affiche électorale. Vous n'avez jamais voulu être ni conseiller municipal ni maire et encore moins député ou ministre ?

[Jean Monnet] Il y a une grande différence entre ce que je fais et un homme politique. Un homme politique, ce qui doit compter pour lui, c'est d'avoir le crédit de ce qu'il fait. Mais pour le faire, il y a compétition, concurrence etc. et un grand aléa quant à la réussite. Moi, je ne suis pas préoccupé de la présentation, je simplifie mon action. Je suis préoccupé de quoi faire, mais de laisser aux autres le crédit.

[Journaliste] Est-ce que vous n'auriez pas réussi plus vite si vous aviez été un homme politique ?

[Jean Monnet] Non, peut-être pas réussi du tout.

[Journaliste] Il y a des gens qui achèvent leur vie sans jamais avoir vu la réalisation de leur œuvre ou de leur rêve. Vous, ce jour, samedi 22 janvier à Bruxelles, et bien c'est votre Europe qui naît. Quelle impression ça vous fait ?

[Jean Monnet] Elle se développe cette Europe, elle ne naît pas. Elle est née, elle se fait. C'est un processus de changement et d'adaptation aux conditions modernes. Vous dites, quelle impression ? Je ne me pose pas cette question. Je ne me pose pas cette question : savoir qu'est ce que je pense ? Je me pose la question : qu'est ce qu'on va faire.

[Présentateur] C'était Jean Monnet, le promoteur, l'inventeur de la grande Europe. Une grande Europe qui, je vous le rappelle, voit le jour cet après-midi à Bruxelles, C'est Jean Monnet qui répondait aux questions de

Jacques Chapus, Henri Marque et Claude Bonjean.